



Déclarations et Discours

N° 76/12

LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE

LES LIENS ENTRE LE CANADA ET L'AMÉRIQUE LATINE, UN MODÈLE DU GENRE

Notes pour le discours du premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, devant les participants à ACAL V, à Caracas (Venezuela), le 31 janvier 1976.

Monsieur le président,

Qu'il me soit tout d'abord permis de dire toute ma reconnaissance à M. Bata pour l'occasion qui m'est aujourd'hui donnée de m'adresser à un groupe de personnalités aussi éminentes. La présence au Venezuela d'un contingent canadien aussi représentatif témoigne, de la façon la plus encourageante, de l'intérêt profond et toujours plus vif du Canada pour l'Amérique latine. J'en suis enchanté. Je félicite les organisateurs d'ACAL V d'avoir lancé une entreprise aussi capitale.

A l'issue du réexamen de sa politique étrangère en 1970, le gouvernement canadien a signalé son intention de renforcer de façon systématique ses liens avec l'Amérique latine; il s'est alors fixé entre autres objectifs d'encourager la création de groupements commerciaux composés de Canadiens et Sud-américains. Or, nulle association n'est mieux préparée à cet égard et, à coup sûr, aucune n'a connu plus de succès de ce point de vue, que l'Association canadienne pour l'Amérique latine. Au cours de vos quatre premières conférences, vous avez examiné les caractéristiques des relations commerciales et passé en revue les secteurs où les occasions ne manquent pas d'établir des rapports mutuellement bénéfiques. Aujourd'hui, alors que vous vous apprêtez à étudier "la mise en oeuvre d'une collaboration", je puis vous dire que c'est avec plaisir que je recevrai par l'intermédiaire de vos administrateurs les propositions et les plans que vous aurez formulés ici.

Sur ce plan, l'ACAL revêt à mes yeux une importance particulière. Non seulement à cause de ses travaux, mais aussi en raison de ce qu'elle est et représente. En effet l'ACAL est le type même de l'association canadienne. Elle reflète fidèlement la composition des milieux économiques canadiens. Au chapitre de l'économie, notre histoire est tout aussi distincte de celle des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France qu'elle l'est sur le plan politique. Nous sommes une nation indépendante (et il n'est nul besoin, ni pour moi ni pour qui que ce soit, d'insister là-dessus). Indépendante dans ses valeurs, dans sa mentalité, dans sa façon de se gouverner et dans sa manière de procéder en affaires. A ceux qui entretiennent

avec nous des rapports, commerciaux ou d'une autre nature, et tout spécialement à ceux qui n'avaient pas encore eu l'occasion de nous connaître, l'ACAL permet d'apprendre bien des choses sur le Canada et les Canadiens. Je suis sûr qu'il n'y a pas meilleurs intermédiaires que les éminents membres canadiens de cette association, pour faire connaître à leurs interlocuteurs latino-américains un pays et une société dont je suis si fier.

* * * *

Le Canada est avant tout une nation commerçante. Le quart de chaque dollar en circulation au Canada provient du commerce extérieur. La viabilité même de notre économie dépend de l'existence d'un système d'échanges efficace et dynamique. Notre gouvernement s'emploie d'ailleurs à soutenir un tel système ainsi qu'il l'a toujours fait. Déjà dans la dernière décennie du XIX^e siècle, alors qu'il ne disposait pas encore de service diplomatique, le Canada s'appuyait sur ses délégués commerciaux en poste dans certains pays pour stimuler la consommation locale de produits canadiens et faciliter la commercialisation sur son territoire des marchandises de ses partenaires. Aujourd'hui, parallèlement aux efforts qu'il déploie pour favoriser ces relations bilatérales, notre pays est partie prenante dans toute une gamme de tribunes internationales visant à instituer un système économique mondial plus stable et plus équitable. Ainsi, nous sommes membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (C.N.U.C.E.D.); une forte délégation nous représente, à Genève, au *Tokyo Round* des négociations commerciales multilatérales; et nous avons l'honneur et la responsabilité de coprésider, aux côtés du Venezuela, la conférence de Paris sur la coopération économique internationale; et dernièrement nous avons exercé la présidence du comité intérimaire du Fonds monétaire international.

C'est que les Canadiens croient avoir quelque expérience et, du moins l'espèrent-ils, quelque intelligence et un brin d'imagination susceptibles d'être utilement mis à contribution dans le cadre de l'examen des questions cruciales qui font l'objet de ces négociations. Il n'est pas rare, de surcroît, que nous soyons le reflet des conditions et soucis de nombre de nations industrialisées ou en voie de développement, car le Canada est à la fois, et à une échelle fort importante, un producteur et un consommateur de denrées et de matières premières. Nation hautement industrialisée, nous disposons de quelques-unes des techniques les plus avancées au monde. De fait, dans de nombreux domaines, nous sommes les chefs de file. Pourtant, nous continuons en même temps d'être un gros importateur de capitaux. De même, si de grandes sociétés multinationales domi-

nées par l'étranger occupent plusieurs secteurs de notre économie, nous sommes nous-mêmes propriétaires d'entreprises similaires, implantées hors de nos frontières. Et si nous sommes un pays riche, face aux graves disparités régionales, il nous a fallu mettre sur pied des mécanismes complexes de transferts de revenu et d'incitation à l'industrialisation.

C'est cet éventail de caractéristiques qui distingue le Canada et définit sa personnalité. Cependant, un autre trait distinctif nous sert admirablement depuis plus d'un siècle. Je veux parler de ce mélange de collaboration et de complémentarité entre le monde de l'industrie et du commerce, d'une part, et l'État, d'autre part, entre le secteur privé et le secteur public, mélange qui a toujours prévalu au Canada, et ce à un degré plus profond que, par exemple, aux États-Unis. Ce jeu de soutien et de compréhension mutuels a su, au fil des années, s'adapter aux nouvelles circonstances (comme il le fait encore du reste) en cherchant toujours, souvent avec succès, à marier le meilleur des deux systèmes individuel et collectif. Dans ces conditions, faut-il être surpris de retrouver cette particularité au niveau des rôles joués par l'ACAL?

Bien sûr, de temps à autre, ce mélange provoque des poussées d'hystérie idéologique, mais dans l'ensemble nous avons su trouver des solutions pragmatiques et de bon sens à nos problèmes. Et si j'en crois nos hommes d'affaires, leur expérience canadienne leur a donné les moyens de s'adapter beaucoup plus aisément à des climats sociaux, économiques et politiques différents sous d'autres cieux.

La chose est importante à un moment où, sur le plan tant national que mondial, nous sommes dans une phase d'évolution qui exige le meilleur de ce que peut donner chaque groupe social. Pour reprendre les termes de Peter Drucker, une autorité américaine en matière de gestion, nous vivons "à une époque de discontinuité". Il nous faut en effet relever simultanément les défis les plus divers, alors même que les problèmes sont immensément complexes et menaçants. Pour la première fois de son histoire, le monde ne peut plus être compris que comme un ensemble unique, intégré, dont les ressources non renouvelables sont absolument limitées, comme l'est sa seule et unique biosphère que rien ne met à l'abri de la contagion de pollutions catastrophiques. Or ces redoutables évidences s'imposent à nous à un moment où il y a encore trop de nations qui ne reconnaissent pas les dangers d'un conflit nucléaire, à un moment où les injustices du système économique mondial soulignent de la manière la plus criante la nécessité d'un meilleur équilibre entre riches et pauvres, dans l'intérêt des uns comme des autres; à un moment où le système monétaire international a fait la preuve de son incapacité à soutenir les pressions nouvelles qui s'exercent aujourd'hui sur lui.

Dans des circonstances comme celles-là, il faut pouvoir compter sur tout le talent, toute la sagesse et toute la bonne volonté et des pouvoirs publics et du secteur privé. Je suis convaincu qu'au Canada comme ailleurs on atteindra le degré de coopération, ou on arrivera à l'indispensable mise en commun des énergies. Mais cela ne peut se produire sans le réalisme et le dévouement qui sont les ingrédients de la réussite en affaires et, j'espère que vous voudrez bien le reconnaître, en politique. Il faut que nous apprenions à accepter au sein de nos sociétés, comme dans leurs rapports entre elles, les avantages qui découleront de la réduction de l'écart entre le riche et le pauvre, de l'institution d'un système commercial solide et fondé sur des prix et des balances commerciales stables, de l'abaissement des barrières tarifaires ou autres, enfin d'une croissance économique raisonnable et régulière dans tous les pays.

La coopération, la compréhension, la collaboration, n'ont rien de nouveau sur ce continent. Je note avec espoir ces signes d'une meilleure coordination de l'activité régionale d'un bout à l'autre de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le Pacte andin et le Marché commun d'Amérique centrale nous en donnent des exemples éclatants. C'est avec plaisir que le Canada a fourni au Comité du Groupe andin son aide technique ainsi que des fonds pour ses études économiques. C'est là l'une des formes de coopération industrielle, un principe auquel mon gouvernement attache une extrême importance en tant que facteur d'expansion industrielle. Nous sommes convaincus que ce genre de coopération augmente les chances de la coparticipation et nous amènera à un élargissement bénéfique des horizons économiques.

Il n'y a pas si longtemps, monsieur le président, pas suffisamment longtemps en tout cas pour que la plupart des membres de cet auditoire ne s'en souviennent pas, le seul groupe canadien, ou presque, à s'intéresser à l'Amérique latine était encore la communauté commerciale et industrielle. C'est un intérêt qui dure encore, qui s'est même accru. Mais il n'est plus le seul: le gouvernement fédéral est entré activement sur la scène. Ainsi, il est présent au sein de l'Organisation des États américains (O.E.A.) et de ses organismes spécialisés, à la Banque interaméricaine de développement et à la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). A ses côtés, on trouve désormais plusieurs provinces, ainsi que des groupes universitaires et des particuliers. D'une certaine façon, ma présence ici aujourd'hui servira à élargir encore l'intérêt que notre pays porte à l'Amérique latine du simple fait que le lien entre le Canada et ce continent sera rendu plus visible encore à des millions de gens, par les journalistes de la presse écrite et parlée qui m'accompagnent.

L'ACAL et ses organismes affiliés latino-américains auront joué un rôle des plus efficaces dans le rapprochement de notre pays et de ce continent. Rapprochement dont il faut se réjouir sans réserve, car l'accroissement des contacts économiques et commerciaux conduit inévitablement à une intensification des échanges culturels et à une meilleure connaissance réciproque. Pour tous ceux qui comme moi apprécient profondément le dynamisme et l'esprit aventureux de ce continent, cela ne peut manquer d'être une perspective exaltante. C'est un enrichissement mutuel qui s'annonce mais qui, faut-il le préciser, devra compter avec le cycle des rigueurs saisonnières canadiennes pour ce qui est de l'agencement des conférences et visites à organiser.

Si nous ne vivons pas tous sous le même climat, nous partageons en revanche certaines caractéristiques physiques: les vastes espaces, les énormes distances, une densité de population relativement faible, un sous-sol immensément riche. Pour une bonne part, l'histoire du Canada est celle des efforts déployés par sa population pour surmonter l'obstacle que son immensité représentait pour les transports et les communications. Et leur réussite, brillante en ce domaine, représente un succès dont les Canadiens tirent une fierté tout à fait légitime. Pourtant nous y avons gagné plus que de la fierté. Les techniques qu'il a fallu mettre au point et les talents qu'il a fallu solliciter comptent aujourd'hui parmi les meilleurs dont puisse se prévaloir la communauté internationale. Non seulement nous administrons le réseau ferroviaire le plus long du monde, mais nous sommes en outre cogestionnaires de la voie maritime du Saint-Laurent, l'une des voies d'eau les plus fréquentées de la planète. En outre, c'est au Canada que pour la première fois un satellite a été intégré au réseau national de télécommunications; réseau qui, soit dit en passant, compte parmi les plus étendus et les plus perfectionnés. Sur de nombreux plans en matière d'exploitation minière, l'expertise et les réalisations du Canada en font l'un des leaders mondiaux. Et il en va de même dans le secteur de l'exploitation et de la mise en oeuvre de différentes sources d'énergie, dont les hydrocarbures, l'hydroélectricité et l'électro-nucléaire.

C'est un fait important: pour vous, qui habitez ce continent, et pour nous; d'autant plus important, en fait, que nos économies sont complémentaires sur tant de plans. Ce talent, cet outillage, ces techniques, ces produits qui font si souvent défaut à tant de pays d'Amérique latine, le Canada en regorge. Il vous est donc possible de faire appel à un peuple qui, comme le vôtre, se considère encore occupé à construire sa nation. L'esprit pionnier n'est pas un vain mot pour les Canadiens. Il est encore parmi nous; l'époque et notre géographie l'exigent. Il nous reste beaucoup à faire, beaucoup à

accomplir, à nous, Canadiens, beaucoup de défis exaltants à relever. Et c'est précisément parce que nous sentons en Amérique latine ces mêmes défis et cette même exaltation, que le lien entre nous est à la fois plus fort et plus souple que ne sauraient l'être des liens plus rigides.

Or, à long terme, c'est bien cette sorte d'humanité qui doit prédominer, car c'est cette humanité qui caractérise fondamentalement nos sociétés. C'est cette humanité qui nous rapproche parce que nous partageons les mêmes objectifs, les mêmes aspirations, des valeurs largement identiques et le désir de permettre à tous les peuples de l'hémisphère occidental de vivre dans une plus grande dignité une vie plus heureuse et plus satisfaisante. Nous avons l'occasion, dans notre hémisphère, de prouver au monde entier que ce sont des avantages bien réels qui peuvent résulter de la coopération, tant du point de vue de l'amélioration de la qualité de vie que du point de vue de la justice sociale et de l'avantage économique.

Je suis très heureux de m'associer à cette tâche et je tiens à souligner l'immense importance de votre contribution.